

De l'expérimentation à la généralisation: la réforme budgétaire au Maroc

M. Mohammed HADDAD : Chef de la division de la Réforme Budgétaire, du Suivi de l'Exécution du Budget et de la Loi de Règlement Direction du Budget - Ministère de l'Economie et des Finances

Dakar, 22 mars 2010

| | | | | | |
|--|--|--|------|--|--|

I. HISTORIQUE ET CONTEXTE

Rareté des ressources

- Démantèlement tarifaire ;
- Baisse des recettes de privatisation;
 - Réforme fiscale: réduction des taux d'imposition et suppression progressive des exonérations.

Accroissement des besoins

Stratégie de développement économique et social volontariste:

- Lutte contre la pauvreté à travers l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH);
- Couverture médicale;
- ▶ Généralisation de la scolarité à l'horizon 2010;
- Résorption de bidonvilles;
- Généralisation de l'accès du monde rural aux équipements de base (Eau potable, électrification rurale, routes rurales);
- Accompagnement des réformes sectorielles: Énergie, Eau, Agriculture, Justice, Tourisme, Artisanat, Administration....



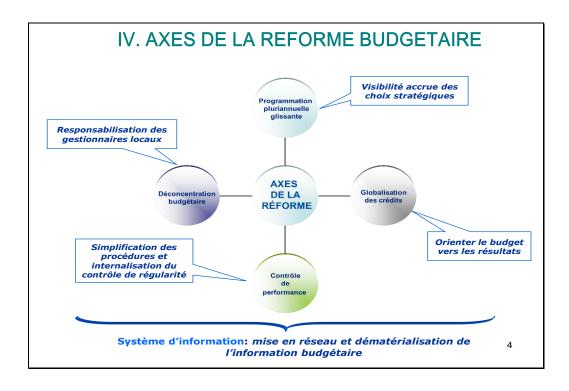
Nécessité d'une meilleure allocation des ressources pour atteindre les objectifs de développement économique et social

2

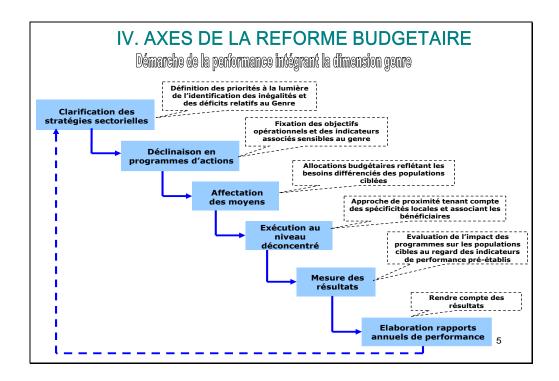
| | | |
|------|--|--|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

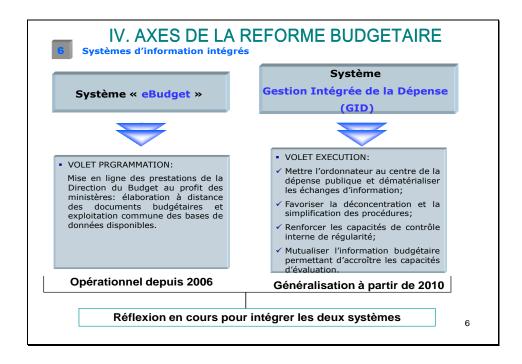
II. OBJECTIFS DE LA REFORME BUDGETAIRE

- ▶ Renforcer l'efficacité de la dépense publique: accroître la performance en orientant le budget vers **les résultats** en vue d'assurer des prestations de meilleure qualité et au moindre coût à travers le renforcement de l'efficacité d'intervention de l'administration;
- ▶ Octroyer plus de **liberté** et de **responsabilité** aux gestionnaires budgétaires en contrepartie de leur engagement sur la réalisation d'objectifs prédéfinis et l'évaluation de leur réalisation au regard des dépenses exécutées;
- ► Alléger et simplifier les procédures de la dépense publique et développer le contrôle axé sur la performance et la reddition des comptes :
- ► Donner plus de clarté aux choix stratégiques en renforçant la programmation budgétaire pluriannuelle;
- ► Renforcer la **déconcentration** budgétaire pour favoriser une gestion de proximité répondant aux attentes des citoyens;
- ➤ Réaffirmer le rôle stratégique de la **gestion des ressources humaines** pour en faire le véritable vecteur d'une administration moderne, efficiente, responsable et citoyenne ainsi que l'élément déterminant dans la dynamique des réformes;
- ▶ Développer les outils du **gouvernement en ligne** en vue de favoriser l'accès du public aux informations sur le budget et aux servic**é**s administratifs.



| | | | |
|--|------|--|--|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |





VI. CAS DU MINISTERE DE LA SANTE

Département pionnier dans la mise en œuvre de la reforme budgétaire, le ministère de la Santé a tout particulièrement rapproché l'administration des territoires régionaux. De plus, il a adopté une gestion budgétaire axée sur la performance, garante d'une meilleure efficience de la dépense publique au service des citoyens.

La réforme budgétaire a permis la mise en place du budget-programme au sein du ministère de la Santé qui a permis d'entretenir des relations plus démocratiques et plus transparentes entre le niveau central, les établissements publics, les services déconcentrés, la société civile et le secteur privé.

Des changements importants ont été constatés dans la réalisation des programmes du ministère de la Santé suite à l'adoption de la nouvelle approche de performance permettant d'assurer l'efficacité, l'efficience et la qualité de service: changements apportés par le passage d'une gestion budgétaire axée sur les moyens à une gestion budgétaire axée sur les résultats et exécutée pour partie au niveau déconcentré .

7

| | _ | |
|--|---|--|

VI. CAS DU MINISTERE DE LA SANTE

Avant la réforme

L'intérêt est accordé en particulier à la consommation des crédits au lieu de la performance de la dépense. Les gestionnaires ne sont pas responsabilisés quant à la performance de leurs actions. Les besoins de la population ne sont pas bien appréhendés. La flexibilité budgétaire accordée aux gestionnaires est limitée. Manque de visibilité de l'action publique, d'objectifs mobilisateurs pour les services. Absence de mesure de la performance.

Après la réforme

- √Fixation d'objectifs;
- √Définition d'indicateurs de performance;
- ✓ Exécution au niveau déconcentré;
- ✓ Mesure de la performance;
- ✓ Reddition des comptes.

Un chaînage vertueux favorisant l'efficacité, l'efficience de la dépense et la qualité du service public

V. VERS LA GENERALISATION

Les sept années d'expérimentations à petite échelle ont finalement permis de gagner du temps, de sélectionner la stratégie la plus efficace et de rationaliser les dépenses en généralisant une réforme qui aura bénéficié des leçons apprises dans chaque département pilote.

Cette conduite de la réforme par petits pas a permis l'appropriation de ses finalités et objectifs par l'ensemble des gestionnaires publics, la conception en commun de ses dispositifs en tenant compte des spécificités du système budgétaire marocain, des réalités du terrain et des pratiques internationales.

La réforme budgétaire au Maroc a atteint un tel stade de maturité qu'il devient essentiel de la consacrer dans la loi organique relative à la loi de finances de manière à clarifier les contours juridiques des différentes nouveautés introduites progressivement et de leur attribuer une force légale à même d'assurer l'irréversibilité de son processus. L'expérience marocaine aura ainsi privilégié une démarche pragmatique, progressive et participative permettant de capitaliser des acquis avant de modifier les textes fondamentaux des finances 9 publiques.

Merci pour votre attention www.finances.gov.ma

E-mail: haddad@db.finances.gov.ma

10